

JOURNÉE DE LUTTE CONTRE LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES

# Bienvenue dans la « zone libérée » d'Alep

par *Thierry Meyssan*

Grâce au soutien logistique de la France, les nouvelles autorités de la « zone libérée » d'Alep sont en train d'installer une dictature religieuse inspirée du modèle saoudien. La réalité est bien éloignée des discours lénifiants des présidents Sarkozy et Hollande sur la défense de la liberté et la promotion de la démocratie.

RÉSEAU VOLTAIRE | DAMAS (SYRIE) | 27 NOVEMBRE 2012



Bureaux du « Comité pour ordonner le Bien et prohiber les actes impies » à Alep.

**L**e gouvernement français assure être en contact permanent avec les représentants des « zones libérées » en Syrie et leur fournir une aide logistique. Il déclare également œuvrer à ce que la révolution ne soit pas détournée par des islamistes.

Cependant, la Coalition nationale, qui avait été saluée comme représentant à la fois l'opposition de l'extérieur et celle de l'intérieur, a été récusée par le Comité révolutionnaire d'Alep qui a instauré un gouvernement islamique dans la « zone libérée » [1].

Le gouvernement français n'a pas clarifié sa position. Il n'a pas indiqué avoir suspendu son aide logistique (à la fois humanitaire et militaire « *non létale* ») à la « *zone libérée* » d'Alep, bien que celle-ci soit clairement aux mains des islamistes et qu'ils aient dénoncé la démocratie comme « *un complot de l'Occident* ». On se souvient que la France avait soutenu l'Émirat islamique de Baba Amr et que François Hollande a reçu en grande pompe plusieurs de ses dirigeants en fuite, le 6 juillet 2012 à Paris.

Il est difficile de se faire une idée précise de ce qui se passe à Alep, où trois quartiers de la banlieue (pas de la ville elle-même) sont désormais sous contrôle de groupes armés. Contrairement à Baba Amr (Homs), dont la population s'était enfuie lorsque un Émirat islamique y avait été proclamé, une partie des habitants serait restée sur place et soutiendrait les nouvelles autorités. Le tri semble d'abord s'être opéré selon des critères ethniques, la population choisissant de rester étant principalement turkmène. Puis, les hérétiques (sunnites soufis, chiites, y compris les druzes, alaouites et ismaélites) et les infidèles (chrétiens) ont été expulsés et leurs biens confisqués.

Les troupes gouvernementales n'osent pas donner l'assaut de peur de provoquer un bain de sang et de nouvelles destructions. En une semaine, une nouvelle vie a commencé à s'organiser.

Quoi qu'il en soit, les autorités « *révolutionnaires* » viennent de créer un *Comité pour ordonner le Bien et prohiber les actes impies* et, le 22 novembre, de publier leur premier acte législatif, dont nous donnons ici la traduction exhaustive :

*« Au nom de Dieu clément et miséricordieux,  
Les troubles qui secouent notre nation islamique ne doivent pas surprendre.  
Elle fait face aux dilemmes et aux épreuves qui l'entourent. Chaque nuit est  
plus sombre que la précédente. Les temps sont critiques. Le moment est  
difficile.*

*Nous voyons certains de nos frères se dirigeant aveuglément dans les  
ténèbres. On dirait qu'ils se pressent vers leur malheur, tombant aux genoux  
de l'Occident sans réfléchir, courant vers le vide, pensant que le mode de vie  
des infidèles est le sommet de la culture, leurs mœurs la base du  
développement, et leurs idées la source de lumière, sans la moindre étude, ni  
quête.*

*La charia et les faits montrent que ce point de vue est illégitime et impur. Des  
Fatwas ont été délivrées en ce sens par les plus grands cheikhs de notre  
nation : leurs saintetés Abd al-Aziz ibn Abd Allah ibn Baaz [2], Abdul-Azeez  
ibn Abdullaah Aal ash-Shaikh [3], Muhammad ibn al Uthaymeen [4], Abdullah*

*Ibn Jibreel [5], Saleh al Fawzan [6], Bakr abu Zayd [7], Abdullah bin Ghailan et bien d'autres.*

*Par exemple, combien de femmes vertueuses ont été déshonorées ? Et combien de jeunes filles libérées [par l'islam] ont été offensées dans leur dignité lors d'accidents de la route ? L'un marchandant pour son honneur, l'autre prenant avantage de sa faiblesse, le troisième jouant avec ses émotions... surtout lorsqu'il sait que la pauvre fille est embarrassée par la situation et ne veut pas que son mari ou son tuteur en soit informé.*

*C'est pourquoi le Conseil militaire et le Conseil civil provisoire d'Alep ont donné ces explications aux habitants d'Alep et ont décidé qu'il est interdit aux femmes de conduire. Toute personne contrevenant sera punie jusqu'à ce qu'elle renonce, au besoin par l'usage de la force. Le Comité pour ordonner le Bien et prohiber les actes impies est chargé de l'application de la présente. »*



On constate que la décision est exclusivement motivée par des références aux interprètes saoudiens du Coran.

Bien que le 24 novembre soit en France la journée de lutte contre les violences faites aux femmes, la ministre française des Droits des femmes, Najat Vallaud-Belkacem, n'a pas commenté cette grande avancée « révolutionnaire ».

Par ailleurs, le Comité pour ordonner le Bien et prohiber les actes impies a mis en place une police chargée d'appeler les habitants d'Alep à la prière et de punir ceux qui ne s'y rendent pas.

Dans la vidéo ci-dessous, on voit un de ces policiers rappelant aux habitants leurs devoirs de bons musulmans.

*Thierry Meyssan*

## Documents joints



(MPEG4 – 2.9 Mo)

---

[1] « **Les groupes armés d'Alep s'engagent pour un État islamique** », Réseau Voltaire, 20 novembre 2012.

[2] Abd al-Aziz ibn Abd Allah ibn Baaz (1910–1999), ancien grand mufti d'Arabie saoudite. C'est lui qui édicta la fatwa interdisant aux femmes de conduire en Arabie saoudite. C'est également lui qui autorisa le déploiement de troupes infidèles dans la péninsule arabique lors de *Tempête du désert*. Il est par ailleurs célèbre pour avoir professé que le soleil tourne autour de la terre et non l'inverse. Cependant, il changea d'avis lorsque le prince Sultan ben Salman acheta une place dans le vol de la navette spatiale *Discovery* (au passage, je ne résiste pas au plaisir de vous rappeler que le prince Sultan s'est plaint qu'il n'était pas possible en vol de se positionner durablement en direction de La Mecque).

[3] Abdul-Azeez ibn Abdullaah Aal ash-Shaikh est l'actuel grand mufti d'Arabie saoudite. C'est lui qui ordonna la destruction du Dôme vert (la sépulture du prophète Mahommet) ainsi que de toutes les anciennes églises d'Arabie, au motif que ces monuments sont l'objet de cultes idolâtriques.

[4] Muhammad ibn al Uthaymeen (1925–2001) fut l'un des principaux maîtres salafistes d'Arabie saoudite.

[5] Abdullah Ibn Jibreen (1933–2009), maître saoudien. Il considérait les chiites comme des hérétiques et appelait à leur expulsion hors de la terre d'islam.

[6] Saleh al Fawzan est l'ancien président de la Cour suprême de Justice d'Arabie saoudite.

[7] Bakr abu Zayd est l'ancien Procureur général d'Arabie saoudite. Il est mort en 2008.

---

Source : « Bienvenue dans la « zone libérée » d'Alep », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 27 novembre 2012, [www.voltairenet.org/article176767.html](http://www.voltairenet.org/article176767.html)